

## LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry):** Monsieur le Président, voici les paroles du ministre des Finances, qui ont été rapportées directement: «Ce que nous voulons dire, c'est que certaines personnes n'en ont pas besoin. Nous ne pouvons plus nous permettre aujourd'hui des programmes sociaux pour les catégories moyennes et supérieures de revenu.» Ce ne sont pas mes paroles, mais bien les siennes.

Est-ce là un énoncé clair de la position de votre gouvernement, selon laquelle nous ne pouvons plus financer ces programmes qui touchent plus de 13 millions de Canadiens? Est-ce là la proposition que vous allez formuler dans les documents sociaux qui doivent être publiés bientôt?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, mon collègue sait très bien que sa déclaration est fondamentalement irritante. Mon collègue a décidé de citer un bout de phrase tirée d'une entrevue prolongée.

Lorsque mon collègue était membre du cabinet, il a eu recours au même moyen pour déclencher un débat sur les questions graves, en publiant des Livres blancs ou autres. Le ministre des Finances s'efforce d'amorcer une discussion à travers le pays pour obtenir des conseils sur la meilleure façon d'offrir nos services de façon plus efficace à ceux qui en ont le plus besoin, ce que nous souhaitons avant tout. Mon collègue approuvera certainement cette façon de procéder, car elle est juste et sage, surtout à une époque où nous sommes écrasés par une dette fédérale énorme.

## LES PROGRAMMES AUXQUELS LE MINISTRE FAISAIT ALLUSION

**M. Bill Blaikie (Winnipeg-Birds Hill):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Le premier ministre pourrait-il nous dire à quels programmes le ministre des Finances faisait allusion dans sa déclaration? Il peut certes répondre sans qu'on l'accuse de déformer les faits ou de les interpréter hors contexte. Si le ministre des Finances ne voulait qu'engager la discussion, le premier ministre pourrait peut-être nous dire à quels programmes sociaux destinés à la classe moyenne le ministre des Finances songeait?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, lorsque mon honorable collègue aura le temps de lire toute l'interview en tenant compte du contexte dans lequel elle a été accordée, je crois qu'il se rendra compte lui-même, comme tout observateur objectif, que l'objectif visé était d'entamer un dialogue entre gens raisonnables et d'éviter, dans la mesure du possible, les questions pointilleuses. Je constate que nous n'avons pas complètement réussi.

**M. Blaikie:** Monsieur le Président, je ne trouve rien de pointilleux à poser une question précise si le premier ministre est prêt à dialoguer. Nous ne pouvons pas parler de ce que nous ignorons.

## Questions orales

## LES PROGRAMMES

**M. Bill Blaikie (Winnipeg-Birds Hill):** Le premier ministre pourrait-il nous dire à quels programmes le ministre des Finances faisait allusion pour que nous puissions nous rendre à l'invitation que le premier ministre n'a pas cessé de lancer aujourd'hui?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Le député ayant posé très clairement sa question, je lui répondrai que, après avoir pris dûment connaissance de l'interview, il conviendra avec moi que les propos du ministre des Finances ne s'écartent pas beaucoup de son exposé du 8 novembre dernier. Ils partent d'un désir sincère d'engager le dialogue avec des gens réfléchis et raisonnables. J'espère bien que nous pourrions compter sur la participation fructueuse du député.

\* \* \*

[Français]

## LES SCIENCES ET LA TECHNOLOGIE

## LA MISE SUR PIED DE GATIQ—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**Mme Suzanne Duplessis (Louis-Hébert):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie.

Le ministre est déjà sûrement au fait de la mise sur pied d'un groupe d'action bien structuré dans ma circonscription de Louis-Hébert; ce groupe, le GATIQ, a pour but de promouvoir l'implantation d'un parc de haute technologie dans l'axe Sainte-Foy-Québec. J'entends travailler dans le même sens que ce groupe, et je l'appuie sans réserve. J'aimerais donc savoir si le ministre est en mesure de nous renseigner sur les démarches qu'il a entreprises et sur celles qu'il entend prendre face à ce dossier.

**L'hon. Thomas Siddon (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie):** Monsieur le Président, il me fait plaisir de répondre à la question de l'honorable députée de Louis-Hébert.

[Traduction]

Je peux dire à la députée que j'ai eu le plaisir de visiter Québec à deux reprises, pour rencontrer des responsables de l'Université Laval et du laboratoire d'optique, et des représentants du groupe dont elle parle . . .

[Français]

. . . GATIQ, le Groupe d'action technologique industrielle de Québec.

[Traduction]

Nous avons un préjugé favorable pour la proposition de créer un parc de technologie industrielle à Québec, conformément aux propositions que nous avons reçues. Dans très peu de temps, nous annoncerons une décision quant à l'emplacement de ce parc industriel et du laboratoire d'optique qui en fera partie.